



67259



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Distr.:
GENERALE

E/ECA/CM.8/23
15 mars 1982

Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne)
19 - 23 avril 1982

DOCUMENTS OFFICE

FILE COPY

NO TO BE TAKEN OUT

RAPPORT DE LA TROISIEME REUNION DU
COMITE REGIONAL AFRICAIN DE COORDINATION POUR
L'INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

Douala, 15-17 mars 1982

TPL/014

MOTION DE REMERCIEMENTS

95. Les membres du CRAC ayant participé à la troisième réunion du Centre tenue du 15 au 17 mars 1982 à Douala adressent leurs remerciements au Gouvernements de la République-Unie du Cameroun et tout particulièrement à son Excellence Alhaj Ahmadou Ahidjo, Président de la République-Unie du Cameroun et au Peuple camerounais regroupé au sein de l'Union nationale camerounaise, pour l'accueil authentiquement africain qui leur a été réservé durant leur séjour à Douala.

96. Elles expriment leur reconnaissance à la section départementale de l'OFUNC du Wouri et à toutes ses militantes de la solidarité agissante dont elles ont fait preuve et qui a contribué à la réussite de ces assises.

97. Elles tiennent enfin à exprimer tout particulièrement leur gratitude à la présidente de l'OFUNC, Mme le Minsitre des affiares sociales de la République-Unies du Cameroun et Présidente du CRAC pour la diligence avec laquelle elle a dirigé les débats du Comité.

I. Introduction

1. La troisième réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement s'est tenue à Douala (République-Unie du Cameroun) du 15 au 17 mars 1982 dans les locaux de l'Office de commercialisation des produits de base.

Participation

2. Les membres du bureau élus par les comités sous-régionaux des différents MULPOC pour l'intégration de la femme au développement étaient invités à la réunion.

a) MULPOC de Gisenyi

Présidence : Zaïre
Vice-Présidence : Burundi
Rapporteur : Rwanda

b) MULPOC de Lusaka

Présidence : Lesotho
Vice-Présidence : Mozambique
Rapporteur : Malawi

c) MULPOC de Niamey

Présidence : Gambie
Vice-Présidence : Mali
Rapporteur : Ghana

d) MULPOC de Yaoundé

Présidence : République-Unie du Cameroun
Vice-Présidence : Congo
Rapporteur : République centrafricaine

e) MULPOC de Tanger

Présidence : Tunisie
Vice-Présidence : Soudan
Rapporteur : Jamahiriya arabe libyenne

Etaient présents à la réunion des représentants des pays suivants :

- a) MULPOC de Gisenyi : Zaïre, Burundi, Rwanda;
- b) MULPOC de Lusaka : Malawi;
- c) MULPOC de Niamey : Gambie, Mali;
- d) MULPOC de Yaoundé : République-Unie du Cameroun, République centrafricaine;
- e) MULPOC de Tanger : Soudan.

3. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Bureau de l'Organisation internationale du travail pour l'Afrique centrale (OIT), le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), l'UNICEF, la Fondation

Ford, l'Institut Panafricain de développement (IPD), la Fédération internationale pour le planning familial (IPPF) et l'ambassade des Pays-Bas au Cameroun avaient délégué des représentants qui ont assisté à la réunion en qualité d'observateurs.

II. Séance d'ouverture

4. Parlant au nom du Gouvernement de la République-Unie du Cameroun, M. Pefora Kaifon, Gouverneur de la province du littoral, a ouvert la réunion. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, l'orateur a évoqué la situation socio-économique des pays africains et le rôle de la femme dans l'économie. Il a poursuivi en soulignant la nécessité d'élaborer et de mettre en oeuvre des stratégies relatives à la mise en valeur des ressources humaines.

5. Le Gouverneur de la province du littoral a par ailleurs souligné la nécessité d'entreprendre une réforme de l'enseignement dispensé aux femmes et, entre autres, d'amener celles-ci à adopter un comportement différent vis-à-vis du travail. Après avoir rappelé la situation de la femme au Cameroun dans le domaine de la formation, du travail et de la participation à la vie publique, le Gouvernement a insisté sur la nécessité d'une coopération entre tous les membres de la société.

6. Après avoir remercié le Gouvernement de la République-Unie du Cameroun pour son hospitalité, le Secrétaire exécutif de la CEA, M. Adebayo Adedeji, a remercié les représentants pour leur participation à la réunion. Le Secrétaire exécutif a par ailleurs exprimé sa satisfaction devant l'audience sans cesse grandissante du CRAC auquel s'intéressaient de plus en plus les politiciens africains qui sont convaincus de ce que l'on ne parviendra pas à l'autosuffisance sans une mobilisation de l'ensemble des ressources humaines aux fins du développement.

7. Le Secrétaire exécutif a évoqué la résolution de la 36ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies visant à faire en sorte qu'une enquête multisectorielle et multidisciplinaire détaillée soit entreprise sur le rôle de la femme dans le développement afin que toute l'attention requise soit accordée aux besoins et aux problèmes des femmes.

8. Le Secrétaire exécutif s'est félicité de la contribution des gouvernements des Etats membres au financement du programme de la CEA en faveur des femmes. Il a par ailleurs fait remarquer qu'en dépit des problèmes soulevés par la fourniture de l'aide extérieure, le PNUD avait accordé une subvention de 3 millions de dollars au programme des femmes lancé dans le cadre des MULPOC pour le cycle 1982-1986.

9. Compte tenu de la lenteur de la croissance économique du continent africain, les efforts devront être intensifiés tout particulièrement dans le domaine de la production alimentaire dans lequel le rôle des femmes est loin d'être négligeable. Le Secrétaire exécutif a souligné que la bonne mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos passe nécessairement par la participation active des femmes dans tous les domaines du développement. Pour atteindre cet objectif, il apparaît indispensable de favoriser sans restriction aucune l'accès des femmes à toutes les disciplines de l'éducation et de la formation.

10. Après avoir évoqué la Déclaration et le Plan d'action de Lima qui portent sur le rôle de la femme dans le processus d'industrialisation et auxquels la CEA a adhéré, le Secrétaire exécutif a exprimé le voeu de voir le CRAC souscrire à ces vues. Il a enfin demandé au Comité de prendre des dispositions en vue de la préparation de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la Décennie de la femme qui doit se tenir en 1985.

11. La Présidente départementale de l'OFUNC du Wouri, Mme Isabelle Ebanda, a rappelé les limites humaines et matérielles de l'évolution de la société ainsi que la participation des femmes de la République-Unie du Cameroun au développement de leur pays dans le cadre du programme élaboré et adopté par le Bureau national de l'Organisation des femmes de la République du Cameroun dans la voie poursuivie par l'Union nationale camerounaise dans les domaines politique, économique, culturel et social.

12. Après avoir souhaité la bienvenue aux participants et les avoir remercié d'être venus, la Présidente du Comité régional africain de coordination, Mme Delphine Tsanga, Ministre des affaires sociales de la République-Unie du Cameroun a présenté un compte-rendu des activités du CRAC depuis sa création. Elle a précisé qu'au terme des deux années consacrées à la mise en place du Comité, le moment était venu pour le CRAC de devenir opérationnel compte tenu du fait que les décisions que le CRAC serait appelé à prendre détermineraient son orientation future. Elle a par ailleurs souligné la nécessité de renforcer le rôle joué par le CRAC en matière de coordination.

13. Mme Tsanga a par ailleurs formé le vœu que le Bureau du CRAC soit tenu informé des programmes ainsi que du calendrier de ces programmes et de leur financement. Elle a par ailleurs exprimé le souhait que le Bureau du CRAC soit informé de la situation en ce qui concerne le montant des fonds versés par les Etats membres au titre du programme des femmes au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique. L'orateur a par ailleurs souhaité que des éclaircissements puissent être apportés sur le processus d'élaboration des programmes sous-régionaux ainsi que sur les décisions prises touchant le budget de ces programmes.

14. Après avoir évoqué sa visite en République centrafricaine, l'orateur a rendu compte de sa mission au Rwanda où le Chef de l'Etat, le Général Major Habyarimana Juvénal, a promis de mettre sur pied un dispositif national chargé de la condition féminine. Le Président du Rwanda a demandé au Ministre des affaires sociales d'envisager la possibilité d'organiser un voyage d'études au Cameroun auquel participeraient un groupe de femmes rwandaises intéressées par les activités menées par les femmes de la République-Unie du Cameroun dans le cadre de leur participation à la vie politique et économique de leur pays. L'orateur a également évoqué son passage au Burundi.

15. La Présidente du CRAC a ensuite relevé certains problèmes inhérents au fonctionnement des structures mises en place aux niveaux sous-régional et régional en vue de l'intégration des femmes au processus de développement. Elle a à cet égard souhaité que les différents plans d'action concernant les femmes puissent être examinés attentivement de manière à permettre une intégration effective des femmes au processus de développement. L'orateur a par ailleurs souligné le caractère défectueux de la circulation de l'information qui, de ce fait, ne permettait pas d'assurer une collaboration efficace entre les structures mises en place par la CEA. Elle a aussi formulé le souhait de voir intervenir la nomination de la secrétaire de la Présidente du CRAC. En conclusion, la Présidente du CRAC a émis le vœu que le CRAC puisse bénéficier de la collaboration de tous les services qui ont été créés.

Election des membres du Bureau et adoption de l'ordre du jour

16. Sur proposition de la représentante du Soudan, des représentants des pays suivants ont été élus en vue d'assurer la conduite des travaux de la réunion :

Présidence	: Cameroun
Vice-Présidence	: Gambie
Rapporteur	: Rwanda

17. L'ordre du jour suivant a été adopté :

1. Ouverture de la réunion
2. Election des membres du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Examen du rapport d'activités du CARFF relatif à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et du Programme d'action de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme (Copenhague)
5. Rapport d'activités des bureaux des comités sous-régionaux

6. Examen de l'ordre du jour provisoire de la troisième Conférence régionale sur l'intégration des femmes au développement et détermination de la date et du lieu de la Conférence
7. Questions diverses
8. Date et lieu de la prochaine réunion
9. Adoption du rapport et recommandations
10. Clôture de la réunion

III. Examen du rapport d'activités du CARFF relatif à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique et du Programme d'action de Copenhague

18. Après avoir rappelé l'engagement pris par les chefs d'Etat africains réunis à Lagos lors du sommet économique de 1980 en vue de promouvoir l'autosuffisance et d'accorder une plus grande importance à la formation des femmes, la coordonnatrice en chef du CARFF a fait remarquer que la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos avait progressé dans des proportions considérables dans la mesure où les dispositions qui avaient été prises avaient permis aux femmes de jouer un rôle important dans tous les secteurs du développement.

L'orateur a par ailleurs souligné le fait que le Plan d'action de Lagos et le Programme d'action de Copenhague étaient complémentaires.

19. L'orateur a suggéré que les associations nationales qui s'occupent de la condition féminine puissent constituer des groupes d'étude ayant pour mission de chercher à savoir de quelle façon le Plan d'action de Lagos pourrait se traduire dans les faits.

Se référant au document ATRCW/ARCC/82/WD.2, la coordonnatrice en chef du CARFF a rendu compte de l'activité du CARFF dans le domaine des dispositifs administratifs, de l'emploi et de la formation, de la communication et des mass-média, de la recherche, des dispositions législatives et administratives, de l'agriculture, de l'industrie, du transport et du commerce, de la technologie, de l'énergie et de l'environnement. Elle a également fait état de la participation du CARFF à des activités internationales (Commission de la condition féminine à Vienne et Conférence internationale de Prague).

20. En conclusion, la Coordonnatrice en chef du CARFF a rappelé qu'il appartenait à tous les pays du continent africain de participer à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et qu'il était indispensable de continuer à l'étudier, à l'interpréter et à le diffuser dans la perspective de l'élaboration des stratégies sur la base desquelles le Plan d'action devrait être mis en oeuvre.

21. Au cours des débats qui ont suivi cet exposé, des participants ont fait état du caractère particulièrement indigent des projets réalisés en faveur des femmes par rapport aux autres projets de développement. Des participants ont en outre fait remarquer que, faute de crédits, nombre de projets ne pouvaient être réalisés intégralement. Il a par ailleurs été dit qu'il convenait d'élaborer une stratégie commune aux projets relatifs à la condition féminine et que cette stratégie devait être intégrée dans les plans nationaux de développement. Les participants ont en outre suggéré que l'on envisage l'adoption d'une méthode d'approche diversifiée en ce qui concerne la mobilisation des fonds destinés au financement des projets. Des éclaircissements ont été demandés sur l'utilisation des fonds provenant des contributions volontaires, les Etats souhaitant voir ces fonds utilisés au financement des projets plutôt qu'à celui des dépenses ordinaires de la CEA.

22. L'information circulant très mal entre les diverses entités qui s'occupent de l'intégration des femmes au développement, il a été suggéré que la CEA mette en place un dispositif de régularisation qui permette de remédier à cet état de choses. L'accent a été placé sur la nécessité de rendre plus claires les méthodes de travail du CARFF de façon que les programmes relatifs aux femmes puissent être plus crédibles. Il a été recommandé que la CEA et le CARFF associent l'OUA et l'Organisation panafricaine des femmes aux activités menées dans les sous-régions. Il a par ailleurs été demandé au CARFF de répondre assez rapidement aux lettres et aux demandes des Etats membres de façon à pouvoir informer à temps les co-ordonnatrices des MULPOC des activités menées par le CARFF dans leur sous-région respective.

Rapport des comités sous-régionaux

MULPOC DE NIAMEY

23. Présentant son rapport, la Présidente du Comité sous-régional du MULPOC de Niamey a tout d'abord rappelé les résolutions adoptées par la deuxième réunion du Comité sous-régional tenue à Banjul en janvier 1981.

24. Ce rappel a été suivi par la présentation des grandes lignes du programme de travail 1982-1983 adopté à cette réunion. (voir document ATRCW/ARCC/82/WD.5). D'après l'orateur, les résultats obtenus étaient insuffisants et l'insuccès du programme pourrait être attribué à la difficulté d'obtenir les fonds nécessaires. Elle a enfin dressé la liste des activités menées en 1981 et a fait remarquer à cet égard que ces activités avaient débouché sur de maigres résultats.

25. La Présidente a ajouté que les pays membres s'étaient plaints de ce que les contacts avec le Bureau étaient insuffisants. En effet, les bureaux des comités sous-régionaux ne pouvaient pas fonctionner normalement dans la mesure où ils n'avaient pas les moyens nécessaires à leur disposition. On a par ailleurs déploré le manque de communication entre les comités sous-régionaux, les MULPOC, le Comité régional africain de coordination et le Centre africain de recherche et de formation pour la femme. D'après la Présidente du Comité sous-régional, la solution consistait à rationaliser les circuits de mobilisation des fonds en décentralisant la structure financière de la CEA en ce qui concerne les MULPOC, à faire participer les donateurs autres que le PNUD qui oeuvrent en faveur de la femme et enfin à intéresser les organisations intergouvernementales de l'Afrique de l'Ouest au financement des projets relatifs aux femmes entrepris par le MULPOC de Niamey. Elle a mis l'accent sur la nécessité d'adopter un règlement intérieur qui permette de régir les relations entre les entités qui oeuvrent en faveur de l'intégration de la femme au développement et les organes subsidiaires de la CEA qui s'occupent de la question.

26. La Présidente du Comité sous-régional a terminé son exposé en évoquant les activités suivantes menées par le MULPOC de Niamey en faveur de la femme :

- prise de contact et séance de travail avec des représentants des services nationaux du Bénin, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, du Libéria, de la Mauritanie, du Nigéria et de la Sierra Leone;
- participation au séminaire CARFF/BIT/SIDA qui s'est tenu en juin 1981 à Dakar sur le rôle et les problèmes de la femme dans la commercialisation de la production vivrière. Ce séminaire a réuni des participants de neuf pays francophones de l'Afrique de l'Ouest. A noter que le Comité sous-régional considère que l'organisation de cette formation fait partie des tâches prioritaires;
- organisation par le MULPOC de Niamey d'un séminaire sur les techniques d'élaboration de projets à l'intention de 30 cadres du Ministère des affaires sociales et de la condition féminine du Togo.

En conclusion, la Présidente du bureau du Comité sous-régional a rendu compte de sa participation au 5ème Conseil des ministres du MULPOC de Niamey qui s'est tenu à Banjul en février 1982. Elle a informé le Conseil de ce que le compte rendu de l'exécution du programme de travail 1981/1982 avait été présenté au nom du Comité sous-régional. Elle a ajouté qu'il serait souhaitable que les OIG et les Etats membres puissent augmenter leur assistance financière et technique au programme des femmes. Il a été demandé à la CEA de décentraliser vers les MULPOC les fonds annoncés l'an dernier à Freetown et destinés d'une manière générale au programme des femmes. La Présidente a informé les participants à la réunion que ces questions avaient finalement fait l'objet de dix résolutions adoptées à l'unanimité par le Conseil des ministres pour application.

MULPOC DE GISENYI

27. Se référant au document ATRCW/ARCC/82/WD.4, la Présidente du Comité sous-régional du MULPOC de Gisenyi a expliqué que le rapport d'activités du comité sous-régional des pays des Grands Lacs pour la période 1981-1982 avaient porté sur les points suivants :

- réunions;
- séminaires;
- projets spécifiques.

Elle a par ailleurs fait état des contacts pris par le MULPOC, les dispositifs nationaux de la sous-région avec la Communauté économique des pays des Grands Lacs et d'autres organismes ou organisations tels que le PNUD, l'USAID, l'UNICEF et un grand nombre d'institutions de la famille des Nations Unies.

La Présidente a ensuite présenté le programme de travail pour l'année 1982.

28. En conclusion, la Présidente du Comité sous-régional du MULPOC de Gisenyi a fait remarquer :

- que le bureau du Comité sous-régional était en rapport avec toutes les instances de la Communauté économique des pays des Grands Lacs, et
- que les principaux problèmes qui constituent un frein à la réalisation du programme en faveur des femmes dans la sous-région tiennent essentiellement à l'insuffisance des crédits affectés à ce programme et au blocage des fonds de la CEA, sans parler du fait que Gisenyi, qui abrite le siège de la CEPGL et celui du MULPOC, est une ville enclavée.

MULPOC DE TANGER

29. Présentant son rapport, la déléguée du Soudan a fait observer que la réunion du bureau du Comité sous-régional prévue les 11 et 12 mars 1982 à Douala, conformément dit avant la réunion du CRAC, n'avait pu avoir lieu, le Président (Libyen) et le Rapporteur (Jamahiriya arabe libyenne) n'ayant pas été en mesure d'y assister. Elle a donc proposé que le rapport d'activités du CARFF dans la sous-région soit présenté par le secrétariat. La déléguée du Soudan a néanmoins insisté sur l'urgente nécessité de nommer la coordonnatrice du programme des femmes dans le MULPOC.

30. La représentante du secrétariat a présenté le rapport d'activités portant sur la période allant de mars 1981 à mars 1982 (document CARFF/CRAC/82/WD.8). Elle a déclaré que le rapport de la réunion inaugurale du Comité sous-régional tenue du 10 au 12 mars 1981 à Addis-Abéba (Ethiopie) avait bien été présenté à la réunion du Comité technique d'experts du MULPOC en décembre 1981 et à la réunion du Conseil des ministres plénipotentiaires en mars 1982. La représentante du secrétariat a ajouté qu'en raison du manque de coordinatrices et de l'insuffisance des fonds, la plupart des activités prévues pour 1981 n'avaient pu être menées à bien. De ce fait, le MULPOC a fait figurer les besoins et l'ordre de priorité des activités non encore menées à bien dans le programme de travail de 1982-1983. La nomination des coordinatrices devraient intervenir dans des délais raisonnables dans la mesure où des avis de vacances de postes ont été lancés dans tous les pays du MULPOC à cet égard; le recrutement devrait donc intervenir très prochainement.

31. Le MULPOC de l'Afrique du Nord connaissant actuellement de très graves difficultés en matière de ressources financières et humaines, le Comité des experts a été amené à formuler une recommandation qui a été adoptée par le Conseil des ministres plénipotentiaires et qui exhorte les Etats membres à verser des contributions volontaires, prie instamment le Secrétaire exécutif de la CEA d'intervenir et demande aux institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies et aux organismes arabes d'apporter leur assistance au MULPOC en question.

32. Compte tenu des difficultés évoquées plus haut, les seules activités que le MULPOC a été en mesure d'entreprendre dans la sous-région ont été celles qui pouvaient être financées sur les budgets limités des divers projets du CARFF. C'est ainsi que le MULPOC a, entre autres, organisé la réunion inaugurale du Comité sous-régional et participé au 7ème Congrès de l'Union nationale des femmes tunisiennes (UNFT), aux réunions du Comité des experts du MULPOC et du Conseil des ministres plénipotentiaires. Trois études ont été réalisées en Egypte sur les technologies traditionnelles, le développement rural intégré et l'emploi et une étude a été réalisée en Tunisie sur les possibilités de promouvoir des activités productrices de revenus à l'intention des femmes des zones rurales. Le MULPOC a par ailleurs accordé une aide au Soudan dans le cadre du Centre de formation de Suba et de la mise en place de nouvelles coopératives ou du renforcement des coopératives déjà existantes telles que la coopérative de tapisserie de Sodiri. Une organisatrice, par ailleurs institutrice originaire du Soudan, a suivi un stage au CARFF et a étudié les activités et les projets du Centre en Ethiopie. Pour ce qui est du problème particulièrement épineux de l'aide aux réfugiés, le CARFF a participé, du 21 janvier au 20 février 1982, à une mission pluridisciplinaire interinstitutionnelle des Nations Unies sur l'enseignement et le développement des services sociaux au Soudan. La mission a par ailleurs effectué une étude approfondie de l'ensemble des problèmes et des besoins des réfugiés en matière de développement, d'éducation et de progrès social ainsi que de la situation particulière des réfugiés de sexe féminin. Les rapports et les recommandations portant sur la nécessité d'une assistance ont été soumis au Gouvernement du Soudan et au Secrétaire général des Nations Unies pour présentation au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale.

MULPOC DE LUSAKA

33. Se référant au document ATRCW/ARCC/82/WD.7, la représentante du Bureau du Comité sous-régional du MULPOC de Lusaka a décrit les activités réalisées ou en projet dans la sous-région intéressée. Ces activités ont comporté :

- un stage de formation à l'intention des planificateurs et des décideurs en matière de développement;
- un stage de formation aux techniques d'élaboration de projets à l'intention des cadres féminins;
- une étude sur la planification du développement national et sur la condition féminine au Malawi et au Kenya;
- une assistance aux mouvements de libération;
- l'organisation de la 3ème réunion du Bureau du Comité sous-régional.

34. La représentante a ajouté que, lors de sa dernière réunion, le Bureau avait pris note des progrès réalisés ainsi que des difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre du programme de travail pour 1982.

Par ailleurs, la représentante du bureau du Comité sous-régional du MULPOC de Lusaka a déclaré que le bureau en question avait mis la dernière main à la proposition de projet devant être soumise aux donateurs potentiels et qu'une liste d'un certain nombre d'autres donateurs éventuels avait été dressée.

35. En ce qui concerne les préparatifs de la 3ème réunion du Comité sous-régional, le bureau a décidé que, sous réserve de disposer des fonds nécessaires, la réunion en question se tiendrait du 1er au 5 décembre 1982. Le bureau a par ailleurs recommandé que ce type de réunion se tienne à tour de rôle dans les pays de la sous-région suivant l'ordre alphabétique. L'ordre du jour de la réunion sera le même que celui de la deuxième réunion. Les représentants des divers pays devront présenter des exposés mettant l'accent sur des points particuliers.

MULPOC DE YAOUNDE

36. Se référant au document ATRCW/ARCC/82/WD.6, la représentante du MULPOC de Yaoundé a expliqué que le programme de travail pour l'exercice 1981 entrerait dans le cadre du programme triennal du Comité sous-régional pour la période 1981-1983. Des activités ont été menées au titre de ce programme dans les domaines suivants :

- séminaires nationaux et sous-régionaux;
- études portant sur le crédit, l'artisanat et en particulier la teinture, l'agriculture et le commerce en rapport avec les besoins des femmes dans les pays représentés.

Parlant du programme prévu pour 1982, la représentante a fait état des modifications qui avaient été apportées à la lumière des résultats du programme de 1981 et compte tenu des contraintes financières.

37. Après avoir procédé à l'énumération des activités inscrites au programme de travail de 1982, la représentante du MULPOC de Yaoundé a signalé que des efforts particuliers avaient été demandés aux Etats et aux organisations internationales de la sous-région en vue de la réalisation des études figurant au programme retenu.

Communications des observateurs

Gouvernement des Pays-Bas

38. La représentante des Pays-Bas a déclaré que le gouvernement de son pays avait l'intention de soutenir les activités du CRAC. Elle n'a cependant pas été en mesure de préciser la nature de cette assistance. Par ailleurs, le Gouvernement des Pays-Bas serait disposé à venir en aide au CARFF.

Fondation Ford

39. La représentante de la Fondation a informé l'Assemblée de l'assistance que la Fondation Ford avait apportée au CARFF notamment en ce qui concerne la formation à la recherche et à la gestion dispensée à Esami. Elle a par ailleurs mis l'accent sur le fait que la Fondation s'attachait en priorité à la recherche appliquée et à la formation à l'exécution de projets concernant les femmes, en particulier dans le cadre des ONG. Elle a déclaré qu'à l'avenir, l'assistance de la Fondation au CARFF et aux programmes des femmes dans les MULPOC mettrait particulièrement l'accent sur ces deux aspects aussi bien que sur la diffusion des résultats des recherches du CARFF. La représentante a ajouté que la Fondation Ford travaillait actuellement en étroite collaboration avec l'IPD de Buea à l'élaboration d'un programme de formation destiné aux directeurs de projets des ONG s'occupant de projets concernant la femme et le développement, notamment au Nigéria. Elle a par ailleurs fait état des efforts déployés par l'Organisation en vue de travailler en étroite collaboration avec l'IPD de Douala à l'évaluation de la nécessité pour les ONG de se consacrer à la formation en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs en vue de contribuer au renforcement du programme de formation déjà mis en place au Nigéria.

40. Les rapports entre les coordinatrices des MULPOC et le siège du CARFF devraient être clarifiés. En effet, la situation qui prévaut aujourd'hui ne peut que dérouter les donateurs qui ont besoin de connaître le montant des ressources humaines dont le siège dispose en vue de mettre sur pied un programme d'assistance qui réponde aux demandes d'aide en formation des MULPOC. Les données concernant le siège doivent être diffusées afin de permettre aux MULPOC de se consacrer au suivi des recherches entreprises.

FNUAP

41. La représentante du FNUAP a brièvement évoqué l'essentiel des activités du Fonds. Elle a déclaré que l'aide apportée par le FNUAP a été surtout concentrée dans les domaines où les programmes des femmes se rattachaient aux projets relatifs à la famille, à l'éducation, aux soins de santé maternelle et infantile et au planning familial, l'accent étant particulièrement placé sur les pays les moins développés. Elle a ajouté que certains programmes du FNUAP étaient exécutés soit directement par les gouvernements intéressés, soit par d'autres organisations du système des Nations Unies ou des organisations non gouvernementales. A l'heure actuelle, le FNUAP préfère aider les pays dans le cadre de projets nationaux, les demandes d'assistance devant être transmises par le canal et avec l'appui des gouvernements intéressés.

UNICEF

42. Le représentant de l'UNICEF a mis l'accent sur l'importance des activités féminines et des programmes de coopération avec les gouvernements mis sur pied par son organisation. Il a ajouté que ce n'était pas d'hier que l'UNICEF plaidait en faveur de l'intégration de la femme au processus du développement, que cette politique avait pris une nouvelle dimension depuis la Conférence de Copenhague et que l'UNICEF continuait, comme par le passé, d'être disposé à soutenir les programmes intéressant la promotion de la condition féminine.

IPPF

43. La représentante de la Fédération internationale pour le planning familial a déclaré que cette organisation souhaitait travailler en étroite collaboration avec le CARFF et les coordonnatrices du programme des femmes dans le cadre des MULPOC. Elle a par ailleurs ajouté que l'IPPF souhaitait tout particulièrement utiliser les services de la CEA pour s'attaquer aux problèmes à la base. Elle a en outre informé l'Assemblée que l'IPPF s'intéressait tout particulièrement à l'intégration du planning familial dans les programmes de promotion de la condition féminine. L'activité de l'IPPF portait notamment sur l'information, la création d'emplois générateurs de revenus, la santé communautaire, les coopératives de santé maternelle et infantile, le droit des femmes et la condition féminine. Enfin, l'IPPF apportait son appui aux programmes organisés aux niveaux régional, sous-régional et national, ainsi qu'à la base.

PNUD

44. Le représentant du PNUD a lui aussi fait part de l'intérêt que son organisation portait au programme pour l'intégration des femmes dans le processus du développement. Bien que des progrès non négligeables aient été réalisés quant à la reconnaissance du rôle joué par les femmes par le processus de développement, il importait néanmoins de persévérer dans la voie d'une plus grande participation. Le représentant a rappelé que l'administration du PNUD avait déjà, lors de la Conférence de Copenhague en 1980, fait remarquer que la société planétaire dans laquelle nous vivons exclue pratiquement la moitié de ses membres du processus de prise de décisions et qu'il convenait donc de remédier dans toute la mesure du possible à cette disparité.

45. Dès 1975, le PNUD a pris l'initiative de renforcer la participation des femmes au développement dans les domaines de la diffusion des procédures de programmation et de la formulation des programmes contenant des éléments pouvant intéresser les femmes. C'est ainsi qu'en 1970 il a été procédé à une évaluation sur la participation des femmes des milieux ruraux au développement. Cette évaluation, menée en collaboration avec des organes de l'ONU, a débouché sur des recommandations concernant la mise en place d'un programme bien spécifique destiné aux femmes notamment en matière de formation professionnelle, d'enseignement agricole, de recours à des technologies rurales adaptées, d'accès au crédit, d'amélioration des échanges commerciaux et de développement des services de santé et d'hygiène.

46. Par ailleurs, le PNUD reste prêt à aider les associations féminines dans le domaine de la programmation, notamment en assurant la coordination avec les programmes PNUD ou en fournissant des services consultatifs portant sur l'élaboration de ces programmes dont le financement peut être partiellement pris en charge par le Fonds volontaire des Nations Unies.

Après avoir rappelé que le PNUD avait alloué 3 millions de dollars au financement d'activités spécifiques durant le 3ème cycle 1982-1986, le représentant a ajouté que l'établissement de l'ordre de priorité continuait d'être du ressort des divers pays intéressés. Il a enfin déclaré qu'il fallait espérer toutefois que les activités retenues ne soient pas exclusivement financées par des sources extérieures et que les pays bénéficiaires contribuent dans une juste mesure à ce financement.

OIT

47. Le représentant de l'OIT a déclaré qu'en collaboration avec le service technique de l'OIT chargé du programme des femmes à Genève, le bureau de l'Organisation internationale du travail pour l'Afrique centrale basé à Yaoundé était disposé à contribuer à la réalisation du projet d'intégration des femmes dans le processus du développement dans le cadre du MULPOC de Yaoundé. Dans un premier temps, des experts de l'OIT en poste dans la sous-région pourraient participer aux séminaires nationaux et sous-régionaux prévus et en particulier aux rencontres consacrées aux coopératives et à la planification des programmes de développement. Le bureau de l'OIT à Yaoundé examinera avec intérêt toute demande de collaboration visant l'exécution du programme d'intégration des femmes au processus du développement dans le cadre du MULPOC de Yaoundé.

V. Eclaircissements relatifs au cadre institutionnel régissant les relations entre les divers organes établis pour promouvoir l'intégration des femmes dans le processus du développement (documents ARCC/ATRCW/82/WD.3 et ARCC/ATRCW/82/WD.5)

48. Les documents et références ont été présentés par le Conseiller juridique du secrétariat qui a signalé que la création du CRAC, en 1979, ainsi que celles des comités sous-régionaux avaient soulevé divers problèmes juridiques liés au mode de fonctionnement de ces organismes et à leur statut par rapport à certains organes de la CEA.

49. En effet, la résolution No. 2 adoptée par le CRAC lors de sa deuxième réunion tenue à Addis-Abeba en mars 1981 demandait au Secrétaire exécutif de la CEA de définir et de réglementer le cadre institutionnel régissant les rapports entre les comités sous-régionaux et le CRAC d'une part, ainsi que les relations entre les comités sous-régionaux et le CARFF d'autre part. En complément au dossier précité, le document ATRCW/ARCC382/WD/16 a également été soumis à la réunion et le mandat et le règlement provisoire des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement ont été évoqués. Le secrétariat a précisé que le CRAC et les comités sous-régionaux n'étaient pas des organes subsidiaires de la CEA mais plutôt des structures intergouvernementales et que de ce fait, ils pouvaient fort bien être régis par un règlement propre établi d'après le règlement interne de la CEA. Le secrétariat a par ailleurs fait référence au règlement du personnel de l'ONU qui veut que les membres du secrétariat relèvent de l'autorité du Secrétaire général, lequel peut les nommer à n'importe quel poste de l'Organisation.

50. Les participants à la réunion ont indiqué que les deux documents proposés pouvaient fort bien être refondus en un seul document qui définisse le cadre institutionnel des structures sous-régionales et régionales d'intégration de la femme au développement. Il a été demandé au secrétariat d'incorporer dans le futur document les mandats respectifs de ces structures, de définir les relations de travail entre ces structures et d'indiquer les procédures suivies. Les participants ont par ailleurs insisté pour que ce document définitif soit transmis aux Etats sous la forme habituelle et suffisamment à temps pour pouvoir être soumis aux juristes de chaque pays avant de faire l'objet d'un débat organisé lors de la quatrième réunion du CRAC.

VI. Ordre du jour de la troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement

51. Le secrétariat a présenté le document CARFF/CRAC/82/F.D.1 intitulé "Ordre du jour provisoire annoté de la troisième Conférence régionale sur l'intégration de la femme au développement". La quatorzième session de la Commission et la cinquième réunion de la Conférence des ministres de la CEA ont adopté à Rabat la résolution 365/XIV relative à la structure et au mandat du CRAC. Le paragraphe 7 de la résolution stipule que le CRAC doit convoquer la Conférence régionale africaine sur la femme et le développement tous les trois ans. C'est conformément à cette résolution que le secrétariat a soumis le document CARFF/CRAC/82/F.D.1 à l'examen du CRAC.

52. Rappelons que la dernière Conférence régionale s'est tenue à Lusaka en 1979. Le document précité contient l'ordre du jour provisoire de la Conférence régionale devant être soumis à l'examen du CRAC. Il a été suggéré que le CRAC devrait également débattre et décider de la date et du lieu de la Conférence régionale. Par ailleurs, le secrétariat a fait référence à la 29ème session de la Commission sur le statut de la femme qui s'est tenue à Vienne du 24 février au 4 mars 1982. L'un des points essentiels de l'ordre du jour de la Commission était l'examen de l'ordre du jour provisoire de la Conférence mondiale de la Décennie des Nations Unies pour la femme qui doit se tenir à Nairobi. Il convient de rappeler à cet égard que le Secrétaire exécutif de la CEA avait déclaré, lors de la séance d'ouverture de la réunion du CRAC, qu'il s'agissait d'une question importante pour l'Afrique dans la mesure où la Conférence mondiale devait se tenir dans la région. Il appartenait donc au CRAC d'examiner cette question le plus rapidement possible. Le secrétariat a en outre fait référence aux projets de résolutions concernant le statut de la femme et proposés au Conseil économique et social par la Commission. Le projet de résolution cité en référence demandait en outre que la commission régionale des Nations Unies organise des consultations, dans les limites des ressources disponibles, sur les points et les thèmes à débattre lors de la Conférence de 1985 ainsi que sur l'organisation de la Conférence au niveau

régional et que les résultats des consultations soient soumis à la première session de l'organe chargé de la préparation de la Conférence. Au nombre des thèmes proposés par les commissions figuraient le rôle de la femme dans le développement et les incidences sur le statut de la femme, des changements intervenant dans l'ordre économique international. Le secrétariat a ainsi suggéré au CRAC d'examiner ces points de vue.

Des discussions qui ont suivi l'exposé portant sur ce point, il ressort ce qui suit :

- Encore que la date et la durée de la Conférence n'aient pas été précisées, les participants ont cherché à savoir si un budget avait été prévu pour la Conférence en question. En outre, reste à savoir dans quel pays la Conférence pourrait se tenir.
- On a fait remarquer que la Conférence sur l'intégration de la femme au développement ne pouvait être convoquée que dans la mesure où elle répondait à un besoin prioritaire comme cela avait été le cas, par exemple, pour la réunion de Lusaka organisée en vue de la Conférence mondiale de Copenhague et comme cela avait été précisé lors de la Conférence de Rabat de 1979; en effet, le Plan d'action de Lagos n'est pas suffisamment connu dans les divers Etats, a fortiori dans les milieux féminins, Il serait donc difficile de procéder à une évaluation.

En conclusion, les membres du CRAC sont convenus que les divers thèmes proposés par le Directeur du CARFF pourraient être soumis à l'examen approfondi des comités sous-régionaux pour l'intégration de la femme au développement ainsi qu'aux MULPOC. Par ailleurs, le CRAC a accepté le principe de l'organisation d'une Conférence régionale qui, en l'occurrence, pourrait servir de réunion préparatoire en vue de la Conférence mondiale de Nairobi qui doit se tenir en 1985.

Il a par ailleurs été demandé au secrétariat de la CEA de consulter les Etats afin de pouvoir identifier le pays qui accepterait d'accueillir la Conférence régionale et d'inviter le CARFF/CEA à rechercher toutes sources éventuelles de financement de ladite Conférence. Le CRAC a demandé que les thèmes soumis par le secrétariat et discutés au cours de la réunion soient approfondis en vue de la prochaine Conférence régionale. Le CARFF devra rendre compte de toutes ces questions à la prochaine réunion du CRAC.

Au terme des exposés du secrétariat, les participants à la 3ème réunion du Comité régional africain de coordination se sont unanimement félicités des études entreprises par le Centre africain de recherches et de formation pour la femme.

a) Le rôle des femmes dans la réduction de la crise alimentaire

§3. Dans le Plan d'action de Lagos, les chefs d'Etat africains devaient déclarer : "Nous nous engageons individuellement et collectivement, au nom de nos Gouvernements et de nos peuples, à atteindre l'autosuffisance alimentaire, en ce qui concerne la production et les approvisionnements".

Il est bien évident que, dans l'ensemble de la région Afrique, la situation alimentaire continue de se détériorer puisque la croissance démographique a désormais atteint un niveau plus élevé que celui de la production agricole, tous secteurs confondus. Or, il y a "crise de l'agriculture" dès lors que la production des cultures vivrières et des cultures de rapport diminue.

54. Dans la plupart des pays d'Afrique, le nombre de femmes travaillant dans l'agriculture est supérieur à celui des hommes. Les femmes jouent donc un rôle important dans la réduction de la crise alimentaire. La stratégie du CARFF repose essentiellement sur une évaluation quantitative de la contribution des femmes à la production alimentaire. C'est ainsi qu'en collaboration avec d'autres instances internationales, la CEA souhaite examiner cette question, précisément en procédant à une évaluation de cette contribution et en particulier du rôle que les femmes jouent dans le renforcement de l'auto-suffisance des Etats membres en matière agricole. Par ailleurs, il s'agira d'évaluer la relation entre la crise alimentaire et le travail fourni par les femmes et d'identifier les techniques nécessaires. Les résultats de ces études seront présentés à la 3^{ème} Conférence régionale et à la Conférence mondiale qui doit se tenir en 1985 à Nairobi.

b) Femmes réfugiées et déplacées et paix et développement en Afrique et dans le monde

55. Présentant le document CARFF/CRAC/82/FD.12, la représentante du secrétariat a déclaré que la présence de réfugiés dans n'importe quelle partie du monde était un rappel poignant du très grave problème que constituent l'instabilité et l'absence de paix dans le monde. A noter que les pays qui accueillent ces réfugiés se trouvent dans l'obligation de leur offrir des terres, d'assurer leur alimentation, de leur fournir également des combustibles et de l'énergie et de leur faire bénéficier de services sociaux notamment en matière d'éducation et de santé. La représentante a rappelé que l'Afrique comptait aujourd'hui 5 millions de réfugiés victimes des guerres, des conflits sociaux et politiques internes, de l'apartheid ou encore de calamités telles que les inondations et la famine. Elle a ajouté que, dans leur majorité, ces réfugiés étaient des femmes et des enfants pauvres et illétrés provenant des zones rurales, que dans l'ensemble les réfugiés étaient inégalement répartis sur le continent et que le plus grand nombre était concentré dans certains des pays les plus pauvres et les moins développés de l'Afrique.

56. La représentante a ensuite déclaré que la CEA avait travaillé en étroite collaboration avec l'ONU pour essayer de trouver des solutions aux problèmes des réfugiés en Afrique et que le CARFF avait participé à cet effort. Elle a ajouté que le Centre avait notamment aidé les femmes victimes de l'apartheid en leur offrant des stages de formation, des bourses d'études et une assistance humanitaire et juridique. Le Centre avait également participé à des discussions interinstitutionnelles des Nations Unies ayant pour but d'étudier et approfondir la situation des réfugiés et d'identifier les besoins spécifiques des réfugiés et des personnes déplacées de sexe féminin notamment dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, du développement social et des services sociaux.

La représentante du secrétariat de la CEA a suggéré que les dispositions qu'il conviendrait de prendre pour améliorer le sort des réfugiés pouvaient se concevoir sur trois niveaux :

- i) actions en faveur de la paix en Afrique et dans le monde en vue d'éliminer les principales causes des déplacements involontaires de personnes;

- ii) actions en faveur du développement en vue de permettre aux réfugiés de vivre en auto-suffisance;
- iii) actions spéciales en faveur des femmes pour leur permettre de surmonter leurs handicaps et de contribuer à l'épanouissement des familles et des communautés.

57. Agissant dans le cadre des diverses organisations et associations nationales, sous-régionales et régionales qui s'occupent de leurs problèmes, les femmes africaines pourraient prendre conscience de façon plus aiguë de la situation des réfugiés et se mobiliser politiquement en faveur de la paix. En ce qui concerne les secours à apporter, les femmes africaines pourraient également mobiliser leurs efforts et procéder à des collectes massives de vêtements ou d'autres produits essentiels, au niveau sous-régional. Pour ce qui est de l'aide au développement, les personnes qualifiées au niveau local pourraient collaborer à des études socio-économiques sur les réfugiés et sur les populations locales touchées par ce problème. Dans des domaines particulièrement critiques comme la santé communautaire, l'assistance à la famille, la nutrition et l'hygiène infantile, une formation pourrait être dispensée aux réfugiés, aux niveaux national et sous-régional, dans le cadre de stages dirigés par des personnes ou des institutions qualifiées à cet égard. Des associations africaines de femmes et des experts de sexe féminin pourraient également contribuer à l'étude et à l'élaboration de projets destinés aux réfugiés et aux personnes déplacées dans les divers domaines de la technologie rurale, qu'il s'agisse des combustibles, de la nourriture ou des ressources en eau ou encore de la création d'activités génératrices de revenus, etc.. La représentante du secrétariat a mis l'accent sur le fait qu'une telle assistance devrait être apportée dans le cadre d'une coopération entre les divers organismes appropriés et également dans le cadre des conventions, des protocoles et des accords entre l'OUA et les Nations Unies.

58. Au cours des débats qui ont suivi, le représentant du Haut Commissariat aux réfugiés s'est félicité de la façon dont le problème avait été posé et des propositions d'action qui avaient été formulées. Le représentant du HCR a par la suite déclaré que les bureaux régionaux et les agences du Haut Commissariat recevraient avec le plus grand intérêt toutes propositions détaillées et concrètes dans ce sens ainsi que toute information sur la disponibilité des personnes qualifiées susceptibles de participer, au plan local, aux projets intéressant les réfugiés. Quant au représentant du FISE, il a fait part de l'intérêt que son organisation attachait à une collaboration avec le CARFF et les organisations féminines d'assistance aux réfugiés depuis que le FISE avait acquis une certaine expérience dans ce domaine en Afrique. Les participants ont d'emblée reconnu l'importance du problème des réfugiés mais ont mis l'accent sur le fait que dans la mesure où la plupart des pays n'étaient pas directement touchés par le problème, il était nécessaire d'organiser des "visites de sensibilisation" dans ces pays et d'étudier avec eux le type d'assistance qu'ils seraient susceptibles d'apporter. Ces visites seraient l'occasion de donner une image des pays effectivement touchés par ce problème et de communiquer aux autorités les statistiques relatives aux femmes et aux enfants qui se trouvent actuellement dans les communautés de réfugiés. Ce type d'information serait de nature à sensibiliser les pays en leur faisant comprendre l'ampleur du problème et la nécessité d'une assistance en la matière.

c) Mécanismes nationaux d'intégration des femmes au développement

59. Présentant le document ATRCW/ARCC/82/WD/10, la représentante du secrétariat a rappelé la genèse et l'historique du programme des mécanismes nationaux. Elle a ensuite évoqué l'action de la CEA en vue de la mise en place des différents mécanismes en faveur de la femme et formulé les observations suivantes.

Au niveau national

60. Si les femmes prennent de plus en plus conscience de la nécessité de la mise en place de mécanismes nationaux d'intégration des femmes au développement, le processus se déroule suivant un rythme de plus en plus lent. En effet, même si l'Année internationale de la femme a débouché sur la mise en place ou le renforcement de mécanismes relativement bien structurés, on a pu assister à un net ralentissement du processus. Ceci est dû à plusieurs facteurs :

a) Il existe encore un grand nombre de femmes, et d'hommes aussi d'ailleurs, qui tout en ayant les compétences techniques nécessaires n'ont pas pleinement conscience du rôle que peuvent jouer ces mécanismes et n'y prêtent donc pas intérêt.

b) La plupart des pays dans lesquels il existe une ou plusieurs organisations de femmes à caractère politique, acceptent mal la création de nouveaux mécanismes en faveur de la femme même si ces mécanismes ont un caractère technique. A noter aussi qu'aux rapports conflictuels entre les mécanismes politiques et les mécanismes purement techniques s'ajoutent souvent des conflits de générations. En effet, les femmes plus mûres, connues sur la scène politique, n'ont pas toujours les compétences techniques nécessaires et n'ont pas toujours parfaitement conscience des problèmes que soulève le développement pour pouvoir aider les autres femmes à jouer le rôle qui leur revient dans le processus de développement.

c) La création des mécanismes nationaux pose aux Etats concernés un double problème auquel ils répondent souvent de manière évasive, quand ils n'oublient pas d'y répondre purement et simplement. En effet :

i) La création et le fonctionnement d'un mécanisme national appellent le recrutement d'hommes et de femmes ayant les connaissances techniques nécessaires.

ii) Pour pouvoir fonctionner, un mécanisme national doit pouvoir disposer de crédits. L'aide sans cesse accrue que les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales apportent aux Etats permettrait sans doute de résoudre partiellement ce problème. Malheureusement, les pays qui pourraient en bénéficier ignorent souvent l'existence de ce type de possibilités.

d) La prolifération des associations et organisations bénévoles de femmes, la rivalité qui les dresse les unes contre les autres, leurs luttes d'influence amènent parfois les autorités des pays à repousser sine die la création de mécanismes nationaux.

61. Il convient toutefois de noter que les Etats qui participent de plus en plus aux efforts déployés aux niveaux sous-régional (réunions et programmes des MULPOC), régional (CRAC, Conférence régionale) et international (Conférences mondiales sur la femme) recommencent à manifester un certain intérêt pour les mécanismes et les programmes nationaux en faveur des femmes.

62. La création d'un mécanisme national est en définitive un acte politique dans la mesure où elle relève de la volonté politique des Etats. De ce fait, étant donné que ces mécanismes ont une vocation essentiellement technique, les divergences entre les groupuscules pourraient être aisément surmontées.

Au niveau sous-régional

63. La plupart des Comités sous-régionaux ont inscrit en priorité dans leur programme de travail la mise en place de mécanismes nationaux qui constitue la condition sine qua non de la réussite de toute action en faveur des femmes tant au niveau national qu'au niveau sous-régional. Il est à espérer que les pays, les comités sous-régionaux, les organismes nationaux de financement, les organisations et institutions internationales, bilatérales, multilatérales, gouvernementales et non gouvernementales mettront tout en oeuvre pour que tous les pays africains soient dans un avenir proche dotés d'un mécanisme national adapté aux réalités. De plus, de par leur vocation technique, ces mécanismes nationaux seraient en mesure de trouver des solutions aux problèmes que rencontrent les femmes défavorisées des milieux rural et urbain.

64. A long terme, c'est-à-dire une fois que les mécanismes nationaux auront atteint leur vitesse de croisière, les mécanismes sous-régionaux devraient devenir des organes de supervision et de coordination des activités menées en faveur des femmes dans les sous-régions. Toutefois, pour qu'il en soit ainsi, il conviendrait de procéder à un nouvel examen de l'action des comités sous-régionaux.

Au niveau régional

65. A long terme, le mécanisme régional, autrement dit le Comité régional africain de coordination, devrait non seulement conseiller la CEA sur la politique à adopter en faveur des femmes mais également jouer un rôle de coordonnateur des politiques sous-régionales.

Il conviendrait à cet égard de définir des orientations générales au niveau des Etats, des bureaux de Comités sous-régionaux et d'autres organisations internationales, régionales ou non.

En conclusion, la représentante du secrétariat a vivement invité les bureaux du CRAC et les Comités sous-régionaux à collaborer étroitement à la préparation du séminaire régional sur les mécanismes nationaux qui doit se tenir à Addis Abéba du 22 au 27 novembre 1982.

66. Lors des débats qui ont suivi l'exposé de la représentante du secrétariat, il a été suggéré que la méthodologie et la tactique utilisées dans le cadre de la création ou du renforcement des mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement soient conçues avec le plus grand soin tout d'abord pour sensibiliser les femmes, puis connaître les structures existantes, les renforcer et les rendre davantage opérationnelles.

d) Développement des compétences des jeunes filles ayant interrompu leurs études

67. La représentante du secrétariat a présenté le document en faisant ressortir que selon l'étude récemment réalisée par la CEA sur les conditions économiques et sociales en Afrique, la population des pays africains se caractérisait par sa jeunesse, la moyenne d'âge étant estimée à 18 ans ^{1/}. Il demeure que dans la plupart des pays d'Afrique, une grande proportion de jeunes ont difficilement accès, voire pas du tout accès, à l'éducation. Parmi ces jeunes, certains n'ont jamais fréquenté l'école, d'autres l'ont abandonné et d'autres encore ont été renvoyés de leur établissement. Les chiffres relatifs aux migrations des zones rurales vers les zones urbaines dans les pays africains indiquent également que ce sont essentiellement les jeunes qui quittent les campagnes pour les villes. Ce phénomène est d'autant plus marqué que l'écart est plus grand entre les zones rurales et les zones urbaines en ce qui concerne les infrastructures existantes et les niveaux de compétences. Le système éducatif se développant de manière accélérée dans les pays d'Afrique, de plus en plus de jeunes sans emploi et sans formation émigrent vers les centres urbains à la recherche d'un emploi qui n'existe pas nécessairement et pour lequel, au cas même où il existerait, ces jeunes ne seraient pas suffisamment qualifiés.

68. La représentante du secrétariat a fait remarquer que c'est dans ce contexte qu'il convenait d'examiner la situation des jeunes filles qui ont interrompu leurs études. En effet, du fait de facteurs tant sociaux que culturels ou religieux, les jeunes filles sont désavantagées dans les domaines de l'éducation et de la formation et le taux d'abandon est plus élevé chez les filles que chez les garçons. Qui plus est, les programmes scolaires sont établis sur la base d'une ségrégation entre les sexes. La représentante du secrétariat a poursuivi en disant qu'il était indispensable de remédier à cet état de fait et elle a rappelé à cet égard que le CARFF avait lancé, en 1979, un projet intitulé : "Développement des compétences pour les jeunes filles ayant arrêté leurs études par l'enseignement non classique", ce projet ayant pour objectif de répondre aux besoins exprimés par les jeunes filles. Quant aux activités menées dans le cadre de ce projet, elles comprennent des missions d'évaluation de projets dans chaque Etat membre, le but étant de déterminer la nature du problème rencontré et le type de coopération nécessaire; elles comprennent en outre une collaboration à des projets en cours en faveur des jeunes filles ayant abandonné leurs études dans les pays intéressés, des recherches orientées vers l'action, une formation en cours d'emploi ayant pour but de relever le niveau de compétence des responsables des programmes destinés aux jeunes filles ayant abandonné leurs études et enfin l'organisation de cours, de stages et de réunions pouvant permettre aux intéressées de procéder à des échanges d'idées.

69. La représentante du secrétariat a informé l'Assemblée que le CARFF, en collaboration avec le Gouvernement de la Zambie et le Centre de développement africain du Commonwealth, avaient organisé une réunion d'experts à l'intention du personnel anglophone s'occupant des programmes destinés aux jeunes filles ayant abandonné leurs études, réunion qui s'est tenue à Lusaka, (Zambie) du 17 au 30 août 1981. Un certain nombre de points et des propositions concrètes ont été examinés en vue d'assurer le suivi de la réunion en question aux niveaux national et régional.

^{1/} CEA/ONU: "Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1979-1980", première partie.

70. Au cours des débats, les participants ont formulé les suggestions suivantes :

- a) Dans le cadre des activités menées en faveur des jeunes filles ayant abandonné leurs études, le CARFF devrait aider le gouvernement à établir un bilan et à assurer la formation de son personnel;
- b) Le CARFF devrait mettre en pratique les résultats des recherches menées à ce sujet;
- c) Il conviendrait d'étudier des moyens de motiver les jeunes filles en les incitant à choisir des sujets d'études à caractère "masculin" et en les incitant aussi à se lancer dans des études supérieures.

e) Exploitation des résultats des recherches sur la femme et le développement

71. Se référant au document ATRCW/ARCC/WD.10, la représentante du secrétariat a formulé les observations suivantes :

- a) La mise en oeuvre d'un projet de développement à grande échelle suppose nécessairement une série de recherches sur la femme et le développement, que le projet en question comporte ou non une composante intéressant spécifiquement les femmes.

Dans la plupart des pays de la région Afrique, les femmes jouent un rôle dans l'économie. La mise en oeuvre de tout projet de développement nécessite des recherches fondamentales portant notamment sur la répartition des activités économiques par sexe et permettant de recueillir les données ayant trait à la condition féminine et à partir desquelles il soit possible d'établir des comparaisons. En effet, en l'absence de ce type de données, il n'est pas possible d'évaluer les répercussions que le projet en question a pu avoir sur la situation des femmes de la région.

- b) En matière de planification, la mise en oeuvre de toute politique concernant les femmes suppose que l'on dispose de l'information et des données nécessaires.

72. Lorsque dès le début des années 70, les pays en développement ont commencé à prendre conscience de l'importance que revêt l'intégration totale de la femme dans le processus de développement, on s'est également rendu compte de ce qu'il était nécessaire que des recherches soient entreprises sur la femme et le développement dans presque tous les pays de la région. A l'heure actuelle, il importe d'inventer, d'analyser et de diffuser cette base de données. C'est ainsi que le centre africain de recherche et de formation pour la femme (CARFF) a contribué à cet effort notamment en publiant une bibliographie annotée qui répertorie les publications relatives aux problèmes de l'intégration de la femme dans le processus de développement région par région et sujet par sujet. A ce jour, cette bibliographie porte sur les pays suivants : Ethiopie, Mali, Nigéria, République-Unie de Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Sénégal et Zambie; le CARFF a par ailleurs publié une bibliographie spécialisée sur la conservation et le stockage des aliments.

73. La représentante du secrétariat a fait remarquer que dès sa création, le Comité régional africain de coordination (CRAC) a pris conscience de la nécessité de traduire en actions concrètes les recherches entreprises. Dans une résolution inspirée par le CRAC, la 5ème session de la Conférence des ministres de la CEA qui s'est tenue à Rabat en 1979 a demandé à la CEA de rassembler et de diffuser les conclusions et les statistiques obtenues à partir des recherches entreprises sur la conditions féminine par l'intermédiaire des organes appropriés de la Commission. A sa 2ème réunion tenue à Addis-Abéba en 1981, le CRAC a de nouveau vivement prié le CARFF de renforcer ses activités dans le domaine de la diffusion des résultats des recherches relatives aux problèmes de l'intégration de la femme au développement en Afrique.

74. La représentante du secrétariat a déclaré que le CARFF se souciait de l'exploitation qui était faite à des résultats des recherches entreprises par le Centre dans la région. A cet égard, le Centre poursuit un programme ayant trait à la diffusion des résultats de ses recherches, lesquels portent sur 125 publications rédigées dans cinq langues. Au lieu d'être purement théoriques, les recherches menées par le CARFF sont orientées vers la solution de problèmes urgents ayant trait à la condition féminine. A noter cependant que ces recherches ne sont généralement pas orientées vers la solution d'un problème spécifique touchant une zone donnée mais qu'elles ont plutôt une portée générale et qu'elles concernent toutes les femmes de la région, le CARFF ayant pour mission de jouer un rôle de catalyseur entre les femmes et les projets de développement. La participation du CARFF à la diffusion dans la région des résultats des recherches entreprises contribue ainsi à renforcer la capacité des instituts de recherches régionaux, des chercheurs isolés ou des organismes de recherche dans la mesure où ces derniers disposent de la base de donnée nécessaire.

75. La représentante du secrétariat a mis l'accent sur le fait que le programme de travail du CARFF/CEA pour 1982 relatif à l'exploitation des résultats des recherches comportait l'organisation d'un séminaire sous-régional sur l'exploitation des résultats des recherches par les mécanismes nationaux s'occupant de l'intégration de la femme au développement. Le séminaire en question devrait être organisé dans la sous-région de Lusaka au cours du deuxième trimestre 1982; des négociations ont à cet égard été menées avec le Gouvernement du Zimbabwe qui doit accueillir le séminaire. A noter que l'objectif du séminaire en question est de former le personnel du mécanisme national à l'utilisation des résultats des recherches dans le cadre de l'organisation nationale des femmes.

76. Au cours des débats qui ont suivi l'exposé de la représentante du secrétariat, les participants ont proposé que soit dressé un inventaire des organisations ou institutions qui, dans chaque pays de la région, s'intéressent à la promotion de la condition féminine, qu'il s'agisse de l'UNICEF, de l'OIT de l'UNECEC, de l'Organisation panafricaine de la famille, de l'IPPF, de la Fondation FORD etc, en vue d'assurer une meilleure collaboration en matière de recherche et de diffusion des résultats.

f) Statut juridique des femmes

77. La représentante de la CEA a fait un exposé succinct de la situation juridique des femmes africaines, se plaçant sur deux niveaux :

a) Lutte pour l'octroi aux femmes de certains droits fondamentaux et pour le respect de ces droits;

b) Lutte pour l'élimination de toute sorte de discrimination, sur la base du principe de l'égalité des sexes.

78. La représentante de la CEA a fait référence aux programmes réalisés par le CARFF dans ce domaine et notamment aux études déjà publiées. Ces études comportent essentiellement des recherches sur les règles en vigueur dans les différents Etats ainsi que sur les sources formelles (lois, constitutions), tout comme sur les règles coutumières et religieuses sur lesquelles repose encore largement la vie de la société africaine. Ces études ont permis de définir les droits octroyés aux femmes dans les domaines de la politique, du droit civil, du droit foncier, de l'éducation et de l'emploi. S'il est désormais acquis que le droit des femmes africaines est

reconnu dans le domaine de la politique et de l'éducation, on relève encore nombre de règles discriminatoires dans le domaine du droit civil, notamment en ce qui concerne l'héritage et l'acquisition des biens. Cet état de fait est essentiellement dû à la diversité, à l'absence ou à la non application des codes civils et au chevauchement des règles de droits. On a ainsi évoqué la situation de la femme sous la loi islamique qu'il conviendrait d'interpréter de façon plus souple compte tenu du rôle que la femme joue dans le monde moderne. On a par ailleurs évoqué la situation des femmes doublement victimes de l'apartheid dans la mesure où elles sont à la fois noires et femmes.

79. Enfin, il a été question des programmes qui comportent d'autres études, notamment dans les pays membres des comités sous-régionaux de Gisenyi, de Yaoundé et de Tanger, études qui viendraient compléter les études déjà menées dans le cadre des autres comités sous-régionaux. Les études en question seraient suivies de réunions d'experts ayant pour mission de mettre au point les stratégies permettant d'éliminer toute sorte de discrimination et visant notamment :

a) à faire prendre conscience aux Etats de la nécessité de ratifier et d'appliquer les diverses conventions des Nations Unies ayant pour but d'assurer la protection de la femme;

b) la création de mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement;

c) l'organisation de campagnes de sensibilisation au niveau national, eu égard aux droits octroyés aux femmes.

80. Au cours des débats qui ont suivi, l'IPPF a fourni des précisions sur les activités menées par cette organisation en particulier dans le domaine de la publication de brochures sur le droit des femmes notamment au Bénin, au Ghana, au Malawi, brochures qui pourraient être utilisées par le CARFF dans ses recherches sur la situation de la femme dans le monde islamique. Parallèlement, le CARFF pourrait jouer un rôle dans le domaine de l'élaboration de certains codes juridiques et harmoniser ses travaux avec ceux de l'Association des femmes juristes africaines.

g) La formation professionnelle des femmes africaines : Besoins et tendances

81. La représentante de la CEA/CARFF a tout d'abord insisté sur la nécessité d'examiner le problème de la formation des femmes dans le contexte général du développement de la planification et de l'exploitation des ressources humaines dans les pays africains. Elle a rappelé que le Plan d'action de Lagos recommandait également la mise en valeur de toutes les ressources humaines dans la région et à tous les niveaux. La représentante de la CEA/CARFF a par ailleurs fait remarquer que, donnant suite à cette recommandation, le CARFF avait participé en collaboration avec l'OIT et la SIDA, à l'organisation d'un séminaire sur les besoins et les tendances de la formation professionnelle des femmes en Afrique francophone au Sud du Sahara qui s'est tenu à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 14 au 18 décembre 1981, sur convocation du Centre interafricain pour le développement de la formation professionnelle. Les participants à ce séminaire ont insisté sur le fait que le problème de la formation professionnelle des femmes devait être examiné suivant un certain ordre de priorité, à savoir :

- besoins de la majorité des femmes qui, tant en milieu rural qu'en milieu urbain, travaillent dans des secteurs dits "informels"; recherche et diffusion d'informations; renforcement de la formation destinée aux cadres et aux agents de direction des petites et moyennes entreprises dans les secteurs modernes et classiques; alphabétisation.

82. La représentante de la CEA/CARFF a poursuivi en déclarant que le Centre devrait à l'avenir mettre l'accent sur la formation professionnelle organisée dans les secteurs suivants :

a) Développement de la recherche et de la collecte d'information sur la formation et l'emploi des femmes dans les pays africains et diffusion de cette information;

b) Formation des femmes dans le secteur agricole et dans les domaines connexes;

c) Développement des processus d'élaboration et d'expérimentation des méthodes et des modules de formation nouveaux et dynamiques.

Questions diverses :

83. Au chapitre des questions diverses, une participante a formé le vœu que le CARFF fasse parvenir aux Etats au moins cinq exemplaires des publications envoyées afin d'en permettre la diffusion auprès des services nationaux intéressés.

Dates et lieu de la prochaine réunion du CRAC

84. La Présidente du CRAC a demandé l'avis de la coordonnatrice en chef du CARFF sur ce point. La coordonnatrice en chef a proposé que l'on envisage de tenir la prochaine réunion du CRAC tout juste avant la Conférence des ministres de la CEA, ce qui permettrait d'avoir accès aux services techniques (secrétariat et interprétation). Il a par ailleurs été dit que la réunion de Tripoli décidera du lieu et des dates probables de la prochaine Conférence des ministres de la CEA.

Adoption du rapport et des résolutions

85. Les participants ont adopté le rapport de la réunion présenté par le rapporteur ainsi que les résolutions. Le rapport et les résolutions seront présentés par la Présidente du CRAC à la réunion de la Conférence des ministres de la CEA qui se tiendra à Tripoli du 19 au 23 avril 1982.

Séance de clôture :

86. Lors de la séance de clôture, la coordonnatrice en chef du CARFF, Madame Mary Tadesse, parlant au nom du Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, a remercié le Gouvernement de la République-Unie du Cameroun pour sa chaleureuse hospitalité ainsi que pour toutes les facilités mises à la disposition de la réunion.

87. Madame Mary Tadesse a donné l'assurance que la Commission fera de son mieux pour faire traduire dans les faits les résolutions et recommandations adoptées au cours de la réunion. Elle a exprimé l'espoir que le CARFF continuera de bénéficier de la collaboration des Etats membres et en particulier de la coopération des mécanismes nationaux, dans le cadre de l'exécution du programme du Centre en faveur de la femme.

88. Avant de terminer, la coordonnatrice en chef a souligné la nécessité de la participation des femmes dans tous les secteurs de la vie sociale au niveau tant politique que technique notamment dans le processus d'industrialisation de la région africaine. Malgré la lenteur avec laquelle les gouvernements intéressés ont pu réaliser concrètement cet objectif, on est en droit d'espérer que le processus va s'accélérer et que de ce fait, l'image de la femme africaine sera plus positive à la fin de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

89. En conclusion, la coordonnatrice en chef a remercié la Présidente pour l'intérêt qu'elle avait porté à la réunion ainsi que pour les précieux conseils qu'elle avait pu fournir et s'est félicitée de la contribution de qualité que les participants et observateurs avaient pu apporter pour faire de cette réunion un succès.

90. Dans son discours de clôture, la Présidente du Comité régional africain de coordination a félicité le Comité pour le travail qu'il avait fourni dans un esprit de réalisme et de détermination sur les problèmes que soulève la participation de la femme au développement dans le cadre du Plan d'action de Lagos et du programme de Copenhague.

91. La Présidente du CRAC a fait remarquer que la troisième réunion du Comité avait permis d'analyser la possibilité d'entreprendre des recherches qui permettent d'accorder l'attention nécessaire aux problèmes posés et de trouver dans l'immédiat des solutions au lancement des programmes qui avaient été retenus dans le domaine de la promotion de la condition féminine. La Présidente a par ailleurs souligné l'insuffisance des moyens financiers mis à la disposition de ces programmes et a fait part de son inquiétude de voir le PNUD mettre fin à son assistance au terme du cycle 1982-1986. Elle a en outre formé le vœu de voir la CEA fournir une assistance financière plus régulière aux programmes sous-régionaux et nationaux. Elle a également formé le vœu qu'un certain pourcentage du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique soit alloué au programme des femmes dans le cadre de la diversification des sources de financement du programme des femmes. La Présidente a demandé que les fonds du CARFF soient décentralisés de façon que les programmes des MULPOC relatifs à la condition féminine puissent en bénéficier. Elle a mis l'accent sur le fait que le CARFF se devait de coopérer avec tous les mécanismes mis en place sur le terrain.

92. Après avoir souligné le manque de circulation de l'information entre les différentes structures mises en place sur le terrain, la Présidente a émis le vœu de voir les programmes féminins sous-régionaux maintenus au sein des MULPOC. Elle a par ailleurs insisté sur le fait que le CARFF devra fournir du personnel aux MULPOC qui ont des besoins importants de ce domaine et a ajouté que la décentralisation amorcée s'était révélée efficace dans la mesure où les interventions dans les Etats se faisaient plus rapidement.

93. La Présidente du CRAC a mis l'accent sur l'impérieuse nécessité de traduire les résolutions adoptées dans les faits. Elle s'est tout particulièrement félicitée de la qualité des documents présentés par le secrétariat.

94. En conclusion, la Présidente du CRAC a adressé ses remerciements à la Présidente de la section départementale de l'OFUNC du Wouri ainsi qu'aux organisations internationales qui avaient apporté une précieuse collaboration à la réunion.

RESOLUTION I

CIRCULATION DE L'INFORMATION ENTRE DIFFERENTES STRUCTURES POUR L'INTEGRATION DE LA FEMME AU DEVELOPPEMENT

La 3ème réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement, tenue à Douala du 15 au 17 mars 1982,

Rappelant la résolution III de la 2ème réunion du CRAC relative à la circulation de l'information entre les différentes structures mises en place en vue d'assurer l'intégration de la femme au développement,

Notant avec regret que très peu d'efforts ont été déployés dans ce sens par le CARFF, les comités sous-régionaux et leurs bureaux en tant qu'organes subsidiaires du CRAC,

Reconnaissant que certains retards intervenus dans l'exécution des programmes en faveur de la femme et menés à différents niveaux, sont largement tributaires de l'insuffisance de la diffusion de l'information,

Consciente de ce que le rôle dévolu aux diverses structures, notamment au CRAC, ne peut être rempli sans un échange régulier d'informations,

1. Prie la CEA, les gouvernements et les mécanismes sous-régionaux et régionaux, d'organiser un réseau d'information sur leurs activités et leurs programmes;

2. Demande aux mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement d'informer les différents services gouvernementaux du fonctionnement des mécanismes sous-régionaux et régionaux sur l'intégration de la femme au développement;

3. Demande à nouveau, au bureau des comités sous-régionaux, en leur qualité de membres du CRAC, et au CARFF, de tout mettre en oeuvre pour permettre d'informer le CRAC, et au CARFF, de tout mettre en oeuvre pour permettre d'informer le CRAC sur l'exécution de leurs programmes de travail respectifs;

4. Prie le CARFF d'informer régulièrement et ponctuellement les comités sous-régionaux sur les activités menées dans les sous-régions respectives.

RESOLUTION II

MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES

La 3ème réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement tenue à Douala du 15 au 17 mars 1982,

Rappelant la résolution 407(XVI) de la 7ème réunion de la Conférence des ministres de la CEA, relative à la mobilisation des ressources financières pour la mise en oeuvre des programmes d'intégration des femmes au développement,

Rappelant aussi la résolution No. 1 de la 2ème réunion du CRAC, sur la mobilisation des ressources financières,

Notant avec satisfaction que des efforts ont été déployés dans ce sens par les Etats africains qui ont fait des dons au Fonds d'affectation spécial des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (UNTFAD),

Notant aussi, avec satisfaction, l'assistance continue du PNUD aux programmes sous-régionaux,

1. Félicite et remercie les Etats africains ayant apporté ces contributions à l'UNTFAD;
2. Remercie le PNUD de ses dotations en faveur des programmes sous-régionaux pour le cycle 1982-1986;
3. Demande aux comités sous-régionaux de sensibiliser sans plus tarder leurs Etats sur la nécessité d'allouer une partie de leur contribution aux programmes en faveur de la femme à la prochaine Conférence d'annonces de contributions;
4. Demande à nouveau à la CEA d'intensifier ses efforts en vue de doter le programme régional de l'Afrique du Nord de ressources analogues à celles mises à la disposition des quatre autres programmes sous-régionaux;
5. Prie à nouveau la CEA d'allouer une partie de son budget ordinaire au programme en faveur des femmes du CARFF et des MULPOC;
6. Prie la CEA et les Etats de diversifier les sources de financement pour le développement du programme des femmes au sein des MULPOC afin d'éviter toute rupture susceptible d'intervenir dans le cas d'un financement par un seul donateur;
7. Prie de nouveau la CEA d'entreprendre des négociations avec les institutions du système des Nations Unies, notamment celles qui exécutent des projets spécifiques dans les sous-régions des MULPOC, afin d'examiner ensemble les modalités pratiques d'une participation plus concrète de ces institutions au programme des femmes dans les sous-régions.

RESOLUTION III

ADMINISTRATION ET GESTION DES RESSOURCES DES PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX DES MULPOC

La 3ème réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement tenue à Douala du 15 au 17 mars 1982.

Déplorant les lenteurs intervenant dans la mise en oeuvre des programmes sous-régionaux pour 1981,

Notant l'existence de certaines contraintes administratives dans les structures de la CEA,

Prie la CEA, en collaboration avec les MULPOC d'étudier les possibilités et les moyens d'accélérer la mise en oeuvre des programmes sous-régionaux par l'instauration d'un mécanisme qui permettrait notamment de décentraliser vers les MULPOC la responsabilité de soumettre des projets, d'acquérir des fonds et de les gérer.

RESOLUTION IV

PLEINE PARTICIPATION DES FEMMES AU PROGRAMME DE LA DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EN AFRIQUE

La 3ème réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement tenue à Douala du 15 au 17 mars 1982,

Adhérant aux dispositions du Plan d'action de Lagos relatives au développement industriel ainsi qu'à la déclaration établissant la Décennie du développement industriel en Afrique de 1980 à 1989,

Consciente de ce que le rôle des femmes en matière de développement industriel et dans le programme de la Décennie du développement industriel doit être pris en considération,

1. Recommande à la CEA de formuler des stratégies visant la pleine participation des femmes au développement du secteur industriel,
2. Recommande que la CEA et les Etats membres établissent d'une part des programmes spéciaux pour les femmes en ce qui concerne la vulgarisation en matière de technologie et d'autre part assurent la formation de formateurs féminins dans le domaine de l'industrie.

RESOLUTION V

QUESTIONS SPECIFIQUES ET URGENTES SUR LES FEMMES ET LE DEVELOPPEMENT

La 3ème réunion du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement tenue à Douala du 15 au 17 mars 1982,

Ayant pris bonne note des documents présentés par le secrétariat relatifs à certaines questions urgentes affectant le développement des sociétés africaines,

Consciente de l'importance de tous les problèmes soulevés,

Recommande ce qui suit :

a) Concernant la crise alimentaire en Afrique :

1. Que la CEA et les gouvernements entreprennent des études visant à déterminer quantitativement et qualitativement le rôle des femmes dans la réduction de la crise alimentaire en Afrique;
2. Qu'ils mettent en oeuvre des programmes afin d'alléger la tâche des femmes et d'augmenter leur productivité, par l'amélioration de leurs compétences et des techniques, et en leur facilitant l'accès aux crédits, à la terre et aux autres composantes de l'agriculture;

b) Concernant les femmes réfugiées et déplacées :

1. Que des campagnes de sensibilisation soient entreprises au niveau des Etats, surtout de ceux qui ne sont pas directement confrontés aux problèmes des réfugiés, en vue d'obtenir leur assistance;

2. Que les Etats africains, les institutions et les organisations féminines contribuent à l'assistance matérielle et technique visant à aider les réfugiés à devenir autonomes et à contribuer au développement des pays d'accueil.

c) Concernant les mécanismes nationaux pour l'intégration de la femme au développement :

1. Que la CEA aide les Etats à créer des mécanismes adaptés aux réalités ou au besoin à renforcer les mécanismes existants sur le plan technique;

d) Concernant la recherche :

1. Que les résultats des études déjà réalisées soient diffusés à une grande échelle;

2. Que les recherches soient suivies de programmes d'action concrets répondant aux besoins des femmes en matière du développement dans les Etats.

e) Concernant le statut juridique des femmes :

1. Que les études sur le statut juridique des femmes se poursuivent afin de déterminer la nature, la diversité des lois formelles et des coutumes relatives à la femme;

2. Que des actions soient entreprises par les Etats en vue de la suppression de toute discrimination de facto et de jure, à l'égard des femmes.

f) Concernant les jeunes filles non scolarisées et descolarisées :

1. Que l'action soit intensifiée pour donner aux membres de cette catégorie sociale les possibilités de formation professionnelle, en leur facilitant l'accès au marché du travail et en leur assurant une rémunération adéquate;

2. Que les mécanismes nationaux destinés aux femmes prévoient dans leurs programmes des services de conseil et d'orientation sur les possibilités d'emploi existant dans leurs pays, et sur les objectifs des programmes de formation de la main-d'oeuvre.

g) Concernant la formation professionnelle :

1. Qu'un accent particulier soit placé sur la formation professionnelle pour les femmes, cette formation étant liée au programme d'acquisition de compétences réellement utilisables;

2. Que des programmes spéciaux d'alphabétisation fonctionnelle liés à l'acquisition des compétences techniques soient mis sur pied.